

La “révolution énergétique” américaine : les Etats-Unis vont devenir un exportateur net de pétrole en 2020

Par Francis Perrin

Résumé

Selon les projections officielles de l’U.S. Energy Information Administration (EIA), les Etats-Unis deviendraient en 2020 un pays exportateur net de pétrole et de produits raffinés, ce qui serait une première depuis les années 1950. Les exportations pétrolières nettes du pays seraient de 570 000 barils par jour, en 2020, alors qu’en 2018 il était importateur net à hauteur de 2,34 millions de b/j. En 2005, les importations pétrolières nettes représentaient 60% de la consommation pétrolière américaine, contre seulement 12% en 2018.

Premier producteur mondial de pétrole et de gaz naturel, les Etats-Unis ont largement tiré profit de la “révolution des hydrocarbures de schiste” depuis les années 2000, grâce à la combinaison de la fracturation hydraulique et des forages horizontaux. La production pétrolière du pays est en hausse continue depuis 2008 (à l’exception de 2016), et ce mouvement haussier n’est pas arrivé à son terme en dépit d’un ralentissement. Les Etats-Unis sont aussi un exportateur net de gaz et devraient devenir, dans les prochaines années, l’un des plus gros exportateurs de gaz. Par contre, le pays consomme, produit et exporte de moins en moins de charbon, qui est de plus en plus concurrencé par le gaz et par les énergies renouvelables pour la génération d’électricité. Globalement, si l’on prend en compte l’ensemble du secteur énergétique, les Etats-Unis sont devenus un exportateur net sur les neuf premiers mois de 2019, ce qui constitue, là aussi, une première depuis les années 1950.

Ces évolutions spectaculaires auront d’importants impacts économiques et géopolitiques, même s’il ne faudrait pas trop rapidement en déduire que Washington se désengagera significativement du Moyen-Orient

En septembre 2019, un événement très important s'est produit aux Etats-Unis. Au cours de ce mois, le pays a exporté plus de pétrole brut et de produits raffinés qu'il n'en a importés. Certes, l'écart était faible (90 000 barils par jour – b/j) mais le point essentiel est qu'il s'agit d'une première depuis que les statistiques sont disponibles sur ce sujet (sauf indications contraires, les chiffres cités dans ce papier proviennent de l'U.S. Energy Information Administration - EIA -, une agence du U.S. Department of Energy – U.S. DOE). Le DOE produit des statistiques sur les exportations et importations pétrolières des Etats-Unis depuis 1949 sur une base annuelle et depuis 1973 sur une base mensuelle.

Des exportations pétrolières nettes estimées à 570 000 b/j en 2020

Il est évidemment risqué de faire des extrapolations à partir des données portant sur un seul mois mais, ce qui s'est passé en septembre 2019 est annonciateur d'une tendance. Selon l'EIA, en effet, sur l'ensemble de l'année 2020, les exportations pétrolières nettes des Etats-Unis seraient de 570 000 b/j alors que, pour 2019, l'estimation de cette agence est de 490 000 b/j d'importations nettes (dans ce papier, l'expression importations ou exportations pétrolières inclut le pétrole brut et les produits raffinés). Pour apprécier l'ampleur de ce renversement de tendance, les importations pétrolières nettes étaient de 2,34 millions de b/j (Mb/j) en 2018. En deux ans, seulement, entre 2018 et 2020, la variation serait de 2,91 Mb/j, ce qui est considérable. En 2005, les importations pétrolières nettes des Etats-Unis couvraient 60% de sa consommation pétrolière. On comprend que de nombreux médias et analystes n'aient pas hésité à parler de la "révolution du pétrole de schiste".

Ce renversement de tendance est la résultante de deux évolutions opposées : une baisse des importations nettes de pétrole brut et une hausse des exportations nettes de produits raffinés. Les importations nettes de brut des Etats-Unis, qui étaient de 5,72 Mb/j en 2018, ne dépasseraient pas 3,94 Mb/j en 2019 et 4,19 Mb/j en 2020. Quant aux exportations nettes de produits raffinés, elles passeraient de 3,38 Mb/j en 2018 à 4,76 Mb/j (3,44 Mb/j en 2019). Le pays continue, donc, à importer des

volumes significatifs de brut mais ces importations diminuent et les exportations de produits raffinés sont de plus en plus importantes. Ces évolutions sont d'un intérêt majeur, car elles portent sur un pays qui est à la fois le premier producteur et le premier consommateur mondial de pétrole et la première puissance mondiale. Leur impact ne sera évidemment pas limité aux frontières américaines.

Les Etats-Unis représentent 20% de la consommation pétrolière mondiale et 11-18% de la production pétrolière mondiale

Les Etats-Unis sont depuis longtemps le premier consommateur de pétrole (devant la Chine) et ils représentaient, à eux seuls, 20% de la consommation pétrolière mondiale en 2018, avec 20,5 Mb/j. La consommation américaine augmente très légèrement (+1,2% entre 2018 et 2020, selon l'EIA) mais la production est en forte hausse, et ce depuis une dizaine d'années. Après avoir décliné pendant une vingtaine d'années jusqu'en 2008, la tendance s'est inversée depuis, grâce à la montée en puissance du pétrole non conventionnel, qui a permis aux Etats-Unis de devenir le premier producteur mondial de pétrole devant la Russie et l'Arabie Saoudite. Depuis 2008, la production pétrolière américaine a constamment augmenté, à la seule exception de 2016, année au cours de laquelle les prix du brut étaient tombés à des niveaux très bas.

Entre 2018 (10,99 Mb/j) et 2020 (13,18 Mb/j), la production de brut des Etats-Unis pourrait croître de 2,19 Mb/j, soit une progression prévue de 19,9%. Selon les projections de l'EIA, la hausse se ralentirait puisque l'augmentation de la production serait de 1,26 Mb/j en 2019 et de 930 000 b/j en 2020. Mais, cette hausse serait beaucoup plus forte que celle de la consommation, ce qui contribuera à la poursuite de la baisse des importations pétrolières, comme évoqué ci-dessus.

La hausse de la production ne concerne pas seulement le pétrole brut mais aussi les autres liquides, notamment les liquides de gaz naturel. Toujours selon l'EIA, la production de liquides augmenterait de 3,27 Mb/j entre

2018 (17,94 Mb/j) et 2020 pour s'établir à 21,21 Mb/j (+18,3%). La part des Etats-Unis dans la production pétrolière mondiale en 2018 (100,86 Mb/j) était de 11-18% selon que l'on comptabilise le seul pétrole brut ou l'ensemble des liquides. Mais, ce pays est actuellement le premier producteur de pétrole au monde même si l'on ne prend en compte que le pétrole brut.

Des impacts économiques et géopolitiques mais ceux-ci sont plus complexes que ceux-là

Le basculement des Etats-Unis d'une position d'importateur net de pétrole à celle d'un exportateur net à partir de 2020 aura des impacts économiques et géopolitiques, compte tenu du poids de ce pays en termes économiques et stratégiques. Cette évolution sera, bien sûr, positive pour la balance commerciale et la balance des paiements du pays. Elle renforcera le poids, déjà fort important, des Etats-Unis dans le monde et, ce, d'autant plus que leurs progrès majeurs sur le front pétrolier s'accompagnent d'évolutions également favorables sur le plan énergétique en général (voir ci-dessous).

Première puissance militaire, économique et technologique ainsi que sur le plan du "soft power", et contrôlant la principale monnaie internationale qu'est le dollar, les Etats-Unis sont aussi, aujourd'hui, une superpuissance énergétique. Premier producteur mondial de pétrole, l'énergie la plus consommée au monde et celle dont personne ne peut se passer du fait de sa domination écrasante dans le secteur des transports, Washington est aussi le premier producteur de gaz naturel devant la Russie.

Ce basculement peut-il conduire à un relâchement des liens très étroits entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient, en particulier l'Arabie Saoudite et les autres pays de la péninsule arabique ? Ces liens très forts remontent loin dans le temps, puisque le pacte du Quincy entre Washington et Riyad (pétrole contre sécurité) date de février 1945 et que le dispositif américain dans la région du Golfe arabo-persique est très imposant. Produisant de plus en plus de pétrole, en important de moins en moins et en exportant de plus en plus, il pourrait sembler

évident que les dirigeants américains n'accordent plus la même priorité stratégique au Moyen-Orient que par le passé. Certaines déclarations et le comportement du président Donald Trump peuvent être interprétés à travers ce prisme pétrolier, mais il faut rappeler que son prédécesseur avait déjà esquissé et réalisé un certain retrait de cette région clé (Irak notamment) au nom d'un rééquilibrage stratégique vers l'Asie (l'Europe devait également pâtir de celui-ci mais la guerre russo-ukrainienne au printemps 2014 a changé la donne).

Les rumeurs autour du désengagement américain du Moyen-Orient pourraient être très exagérées

La réaction très limitée de Washington face aux attaques contre des navires pétroliers dans le Golfe depuis mai 2019 et contre des installations pétrolières, et, ce, jusqu'à la date clé du 14 septembre 2019, avec des dommages causés à deux cibles pétrolières essentielles en Arabie Saoudite, peut aussi contribuer à soutenir cette thèse d'un désengagement américain du Moyen-Orient. Les choses sont cependant plus complexes car, que le locataire de la Maison Blanche soit Donald Trump, Barack Obama ou un autre, les Etats-Unis conserveront longtemps des intérêts stratégiques majeurs dans la région, qu'il s'agisse des équilibres pétroliers et énergétiques mondiaux, de la protection des intérêts de leurs alliés arabes, européens et asiatiques ainsi que de l'indéfectible allié israélien et de la guerre économique (et, peut-être, plus) contre l'Iran. Une forte présence multiforme des Etats-Unis dans cette région présente aussi l'avantage pour Washington de tenir à distance la Chine et la Russie, la nature (y compris géopolitique) ayant horreur du vide.

L'établissement d'un lien direct et causal entre l'évolution de la situation pétrolière des Etats-Unis, qui ont de moins en moins besoin du Moyen-Orient pour leurs propres approvisionnements en brut, et ce possible désengagement serait donc beaucoup trop simple au regard de la complexité des enjeux stratégiques liés à la présence américaine dans cette région.

Le pétrole mais aussi le gaz naturel

Les Etats-Unis sont sur le point de devenir un pays exportateur net de pétrole, mais ils sont déjà un exportateur net de gaz naturel depuis quelques années. Le pays exporte et importe du gaz par gazoduc et sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Ses importations par gazoduc sont un peu supérieures à ses exportations (7,7 milliards de pieds cubes par jour contre 6,92 milliards de pieds cubes par jour - Gp.c./j - en 2018) mais ses exportations de GNL sont nettement supérieures à ses importations. De plus, ses exportations de GNL sont en croissance très rapide et devraient plus que doubler entre 2018 (2,97 Gp.c./j) et 2020 (6,49 Gp.c./j). Elles étaient 14 fois supérieures aux importations en 2018 et, selon les prévisions de l'EIA, elles devraient être 32 fois supérieures en 2020. De 2 Gp.c./j en 2018, ses exportations nettes totales de gaz passeraient à 5,1 Gp.c./j dès 2020.

Les Etats-Unis importent du gaz par gazoduc en provenance du Canada et en exportent vers le Mexique. Pour le GNL, la montée en puissance est impressionnante, car les Etats-Unis, qui ont commencé à exporter du gaz sous cette forme il y a quelques années seulement, vont devenir dans les prochaines années l'un des trois plus gros exportateurs mondiaux avec le Qatar et l'Australie et, peut-être, le plus important.

La consommation américaine de gaz augmente mais la production progresse plus rapidement encore, d'où un excédent croissant à l'exportation. La production de gaz sec augmenterait de 13,4% entre 2018 (83,8 Gp.c./j) et 2020 (95,05 Gp.c./j) et la production commercialisée de 13,8% alors que la hausse de la consommation ne serait que de 5,8% à 87,18 Gp.c./j sur cette période. Comme pour le pétrole, la croissance de la production gazière américaine s'explique principalement par la montée en puissance du gaz non conventionnel grâce à la conjonction de deux technologies bien connues de l'industrie pétrolière, la fracturation hydraulique et les forages horizontaux.

Premier producteur de pétrole et de gaz naturel, les Etats-Unis vont devenir, dans les toutes prochaines années, l'un des plus gros exportateurs de gaz et l'un des deux plus importants exportateurs de pétrole, voire le premier. C'est actuellement l'Arabie Saoudite qui est le plus gros exportateur de pétrole au monde.

Les Etats-Unis consomment, produisent et exportent de moins en moins de charbon

Si, pour le pétrole et le gaz naturel, les Etats-Unis produisent et exportent de plus en plus, il n'en est pas de même pour le troisième des combustibles fossiles, le charbon. Deuxième producteur mondial, en 2018, très loin derrière la Chine, les Etats-Unis produisent, consomment et exportent de moins en moins de charbon. Cette dynamique baissière est tirée par la consommation. Le principal débouché du charbon est la génération d'électricité et, dans ce secteur, cette source d'énergie est fortement concurrencée depuis de nombreuses années par le gaz naturel et par les renouvelables (énergies solaire et éolienne).

Cette tendance ne s'est pas inversée depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, qui est pourtant un grand soutien du charbon et des énergies fossiles en général. Selon l'EIA, la consommation américaine de charbon chuterait de 22% entre 2018 et 2020, passant de 688 à 533 millions de tonnes courtes, et la production de 20,5% à 601 millions de tonnes courtes dans le même temps. Sur cette période, la part du gaz naturel dans la génération d'électricité passerait de 34% à 39%, celle du charbon de 28% à 22% et celle des énergies renouvelables (y compris hydroélectricité) de 16% à 19%.

Toujours sur 2018-2020, les exportations nettes de charbon baisseraient de 27,5% à 79,5 millions de tonnes courtes. Les importations des Etats-Unis seraient assez stables autour de 6-7 millions de tonnes courtes mais leurs exportations ne dépasseraient pas 85 millions de tonnes courtes en 2020, contre 116 Mt (courtes) en 2018 [une tonne courte = 0,9 tonne métrique].

Les Etats-Unis viennent tout juste de devenir exportateurs nets d'énergie

Exportateur net de gaz depuis deux ans, bientôt exportateur net de pétrole et exportateur net de charbon depuis longtemps, les Etats-Unis viennent tout juste de devenir un exportateur net d'énergie (toutes énergies

confondues). Là aussi, ce tournant est historique puisque, selon les statistiques de l'EIA depuis 1950, le pays a toujours été un importateur net d'énergie depuis la fin des années 1950. Le pic de ces importations nettes a été atteint au cours de la période 2004-2007. Depuis, elles ont constamment diminué à la seule exception de l'année 2016. Entre 2004-2007 et 2018, les importations nettes d'énergie ont chuté de 87-88% environ.

Pour 2019, on ne disposait au moment de la publication de ce papier que des statistiques portant sur les neuf premiers mois, de janvier à septembre. Sur cette période, les Etats-Unis sont très légèrement exportateurs nets mais cette tendance sera confirmée pour l'ensemble de l'année et pour les années suivantes à partir de 2020. Toujours sur janvier-septembre 2019, la production d'énergie primaire du pays (75,29 quads – quadrillion de Btu) a légèrement dépassé la consommation nationale (74,97 quads) et, ce, pour la première fois depuis les années 1950. Une période nouvelle s'ouvre pour la première puissance mondiale et, donc, pour le monde.

Sources statistiques

Pour ce papier, les statistiques utilisées proviennent de l'U.S. Energy Information Administration (EIA). Elles figurent dans deux publications : le "Short-Term Energy Outlook" de décembre 2019 et la "Monthly Energy Review" de décembre 2019.

À propos de l'auteur, Francis Perrin

Francis Perrin is a Senior Fellow at the Policy Center for the New South who focuses on energy. Following studies in economics and political science at the University Pierre Mendès France (UPMF – today University Grenoble Alpes) at Grenoble (France), Francis Perrin worked for several years as a journalist and freelance consultant on energy and mining resources before joining in 1991 the Paris-based Arab Petroleum Research Center (APRC). He was editor in chief of Arab Oil & Gas (AOG) and Pétrole et Gaz Arabes (PGA) between 1991 and 2000 and editorial manager of the publications of the APRC from 2001 to the end of 2011. Francis Perrin set up at the beginning of 2012 *Stratégies et Politiques Energétiques* (SPE) and *Energy Industries Strategies Information* (EISI). He is now a researcher on energy issues.

Presently Francis Perrin is a Senior Research Fellow at the Institut de Relations Internationales et Stratégiques (French Institute for International and Strategic Affairs - IRIS). He is lecturing at IRIS (course on energy security) and at the National Institute of Nuclear Sciences and Technologies (INSTN, linked to the French Commission on Atomic Energy – CEA. Course on energy and geopolitics). He is also an associate editor at the Paris-based energy weekly *Petrostrategies*. He is the author of the chapters on crude oil and refined products in "Cyclope - World Commodity Yearbook", an annual report on commodities published in Paris by the Economica publishing house. He has presented communications at several dozens of professional conferences and seminars on energy issues and gives frequently interviews to various French and international media on these topics.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma